

Intervention du courant Front Unique à la CA du SNES de Lyon le 8 mars 2006.

Le 7 mars, un million de jeunes et de salariés ont manifesté pour l'abrogation du CPE. Comment comprendre que le texte que nous propose le bureau académique ne parte pas de là ? Ce texte dénonce la politique du gouvernement comme « *libérale, autiste, unilatérale* ». Mais ce gouvernement pourrait-il faire une autre politique ? Chirac et son gouvernement mettent en œuvre ce qu'exigent le patronat et le Medef. C'est « leur » gouvernement. Face à la situation économique menaçante Laurence Parisot lors de ses vœux devant l'assemblée du Medef s'en est pris au code du travail qu'elle a qualifié « d'illisible » ; ce qui est exigé par le patronat et le Medef, c'est la mise en cause de tous les acquis arrachés par les salariés dans les combats antérieurs.

Les manifestations d'hier ont rassemblé un million dans la rue. Ce mouvement profond de la jeunesse a surmonté différents obstacles : le fait que le premier appel unitaire à la manifestation pour le retrait du CPE ait été reculé au 7 février (alors que la région parisienne était en vacances) ; puis un nouvel appel, un mois plus tard, alors même que la loi était votée « en urgence ».

On ne peut imposer le retrait du CP en multipliant les « contre-propositions ». La responsabilité de notre syndicat, c'est d'affirmer :

- le CPE n'est ni négociable, ni amendable,
- un seul contrat, le CDI ; aucune réécriture du code du travail ;
- défense inconditionnelle du statut des enseignants, de la Fonction publique; rétablissement des postes supprimés.

La question du CPE concentre toute la politique du gouvernement.

Hier, dans le cortège des lycéens, le mot d'ordre déjà lancé le 14 février a été repris : « *Chirac, Villepin, des canailles ! Qu'ils s'en aillent* ». Dans le cortège étudiant, le camion sono de l'UNEF a lancé : « *Tous ensemble, grève générale ! À bas le CPE ! À bas le gouvernement !* »

Que signifient ces mots d'ordre clamés par les lycéens, les étudiants ? C'est la compréhension qu'on ne peut imposer le retrait du CPE sans combattre contre le gouvernement avec l'objectif de lui infliger une défaite et de la chasser.

Je voudrais relever un passage du texte que le bureau académique soumet à la CA ; il indique : « *le plus inquiétant est qu'aucune alternative véritable n'est audible* ». Mais s'il n'y a pas « d'alternative », alors, cela signifie que Chirac, Villepin, leur majorité doivent rester... jusqu'en 2007 ! (Et les laisser en place c'est permettre la poursuite de leur offensive !)

Pourtant, les résultats des élections régionales et européennes du printemps 2004 ont montré qu'une alternative existe immédiatement : celle d'un gouvernement des seuls partis ouvriers (et sans Chirac... à la différence de 1997)

Villepin a été clair en déclarant que « *gagner sur le CPE, c'est gagner les présidentielles* ».

La responsabilité de notre CA académique, c'est de dire : pour imposer le retrait du CPE, il faut orienter la mobilisation contre Chirac, contre Villepin, leur gouvernement, leur « majorité ».

La direction académique du syndicat déplore le manque de mobilisation des enseignants le 7 mars. Mais l'addition de journées d'action n'ouvre aucune issue. Pour lever les obstacles à la mobilisation, il faut une perspective ; il faut orienter toute action sur le combat contre Chirac et son gouvernement.

C'est pourquoi, le courant Front unique propose :

- que la CA du SNES de Lyon se prononce pour l'unité de toutes les organisations ouvrières et de la jeunesse (FSU, CGT, FO, UNEF et aussi PS et PCF) pour l'organisation immédiate de la manifestation centrale contre l'Assemblée nationale sur le mot d'ordre :

- Abrogation du CPE,
- Dehors, Chirac, son gouvernement, sa majorité...immédiatement, sans attendre 2007.

- que la CA s'adresse aux directions nationales du SNES, de la FSU, pour qu'elles fassent leur cette position.

Au Conseil délibératif fédéral départemental (Cdfd) de la FSU du Rhône du 13 mars, le courant Front unique est intervenu dans le même sens. La responsabilité de la FSU (du CDFN qui se tient le 14 et le 15 mars) c'est d'appeler au combat pour le retrait du CPE et donc au combat pour en finir avec le gouvernement (avec Chirac, Villepin et Sarkozy sans attendre 2007). C'est sur cette ligne que doit être réalisée le Front unique pour la grève générale.